

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
JPV/SK

ARRETE

N° 2013207 - 0003 du 26 JUIL. 2013 portant
mise en demeure à la société **HOLCIM GRANULATS** de respecter
les prescriptions imposées à son arrêté préfectoral réglementant
l'exploitation de sa carrière de **HIRTZFELDEN**, au titre du Titre 1^{er}
du Livre V du code de l'environnement

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté préfectoral n°3272 du 14 novembre 2000 (*autorisation d'exploiter la carrière pour 30 ans à la société ORSA Granulats Alsace - échéance de la remise en état au 14 février 2030*),
- VU l'arrêté préfectoral n°02-2840 du 14 octobre 2002 (*autorisation de changement d'exploitant au profit de la société HOLCIM Granulats*),
- VU la déclaration de changement de dénomination sociale en HOLCIM Granulats (France), du 7 janvier 2004,
- VU la visite d'inspection de la carrière par l'inspecteur des installations classées, le 11 juillet 2013,
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 16 juillet 2013,

CONSIDERANT les éléments de calculs de montants de garanties financières de remise en état qui figurent au dossier ENCEM n°01-68-4953 de Juin 2012, de la société HOLCIM Granulats, s'agissant entre autres d'une demande de modification du phasage d'exploitation,

CONSIDERANT que la société HOLCIM Granulats ne respecte pas diverses prescriptions réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 susvisé concernant :

- la surveillance à fréquence semestrielle de la qualité des eaux souterraines (*article 31*) : aucune surveillance n'a été assurée pour le 1er semestre 2013,
- le non respect du phasage d'exploitation et le non défrètement maximal de la phase abandonnée (*article 6*) : l'exploitant a sollicité le 28 juin 2012 une modification du phasage d'exploitation de la carrière à laquelle il n'a pas encore été statué. L'exploitant a anticipé la décision préfectorale et a modifié de lui-même son phasage d'exploitation, début 2013, sans y avoir été autorisé. Le basculement d'exploitation des terrains de la phase 2 en phase 5 a été réalisé sans que le gisement des terrains en phase 2 soit réalisé,
- le montant de garanties financières de remise en état : les garanties financières détenues par le préfet sont insuffisantes, et l'exploitant n'a pas communiqué de nouvelles garanties financières de remise en état alors qu'il a de lui-même modifié le phasage d'exploitation de la carrière (*article 33-4*). Le préfet détient un acte de cautionnement de 340 118 euros. L'exploitant estime que dans la situation d'exploitation dans laquelle il se trouve, le montant des garanties financières de remise en état est de 1 086 199 euros,
- l'absence de rapport concernant l'état d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état (*article 32-4*) : aucun rapport en ce sens n'a été remis au préfet.

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

Article 1^{er} :

L'exploitant de la HOLCIM Granulats, dont le siège social est Espace Plein Sud II - 12 B, rue des Hérons - 67960 ENTZHEIM, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques des articles n°6, 31, 32-4 et 33-4 de l'arrêté préfectoral n°3272 du 14 novembre 2000 complété susvisé, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, qui s'appliquent à sa carrière de HIRTZFELDEN.

Article 2 :

Dans un délai de 1 mois et conformément aux dispositions de l'article 33-4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé, s'agissant des garanties financières de remise en état pour un montant de 1 086 199 euros :

« (...). Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonné à la constitution de nouvelles garanties financières.(...) ».

Article 3 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé, s'agissant du phasage d'exploitation :

« Les installations et leurs annexes seront situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. ».

Article 4 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé, s'agissant de la surveillance de la qualité des eaux souterraines et autres :

« (...) Un contrôle de la qualité des eaux souterraines et du plan d'eau sera effectué selon les modalités suivantes :

- à la fréquence d'une fois par an : une analyse physico-chimique complète de type C3 et une analyse bactériologique complète de type B3,*
- à la fréquence d'une fois par semestre : une analyse physico-chimique complète de type C4a.*

Les prélèvements devront être faits suivant les règles de l'art et les lieux de prélèvement seront repérés sur un plan.

Les résultats seront adressés immédiatement à l'inspecteur des installations classées (...). ».

Article 5 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 32-4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé, s'agissant du rapport de l'état d'avancement des travaux de remise en état à l'échéance des phases quinquennales [Novembre 2000 - Novembre 2005] et [Novembre 2005 - Novembre 2010] :

« L'exploitant communiquera (...) à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état. ».

Article 6 :

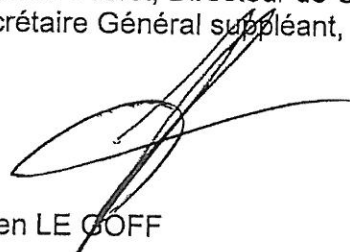
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de GUEBWILLER et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **26 JUIL. 2013**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Secrétaire Général suppléant,



Julien LE GOFF

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

